



## Aubry défend sa politique du logement sans oublier MAM

FRANÇOIS-XAVIER BOURMAUD

D'ORDINAIRE, Martine Aubry refuse de se livrer au jeu des commentaires. En déplacement hier à Clamart (Hauts-de-Seine) pour parler des propositions du PS sur le logement social, elle a dû accepter d'entamer sa visite par un commentaire sur l'affaire Michèle Alliot-Marie (*lire ci-dessous*). Les journalistes étaient venus en nombre et, au moment même où la première secrétaire devait visiter des logements sociaux censés encourager la mixité sociale, les députés socialistes se déchaînaient à l'Assemblée nationale contre la ministre des Affaires étrangères.

« Toutes ces révélations sont véritablement insupportables. Tous les soirs, les Français se disent qu'on a touché le fond, et tous les matins, il y a de nouvelles révélations, s'est emportée la première secrétaire du PS. Je dis au président de la République : pour ce qui reste du quinquennat, je vous demande de reprendre votre mission, qui est de défendre la République et de demander à vos ministres de dé-

fendre et de respecter la République. » Martine Aubry a également demandé à Nicolas Sarkozy de « prendre des sanctions », mais sans prononcer à aucun moment le mot de « démission », à l'inverse du président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale, Jean-Marc Ayrault.

Les raisons de la colère de Martine Aubry ? À demi-mots, elle a évoqué le risque du « tous pourris » que pouvait provoquer le comportement de la ministre des Affaires étrangères. Or, les socialistes sont en campagne. Pour les cantonales de mars, mais surtout pour la présidentielle de 2012. Et depuis longtemps déjà, ils ont du mal à imprimer dans l'opinion leurs différentes propositions.

### « Donner confiance »

Pour présenter celles sur le logement, Martine Aubry avait réuni plusieurs maires de grandes villes, comme Bertrand Delanoë pour Paris, Pierre Cohen pour Toulouse ou Adeline Hazan pour Reims. « Si on veut donner confiance dans la politique, le logement, c'est un

bon exemple », a lancé le maire de Paris. Réunis dans une salle de Clamart devant quelque 200 personnes, la quinzaine d'élus locaux socialistes a successivement présenté un des aspects de l'« appel pour une autre politique du logement ». Construction massive de logements sociaux, loi encadrant les loyers du privé, révision complète des mécanismes de défiscalisation Borloo, Robien, Scellier et application « immédiate » de la loi SRU... « Nous sommes là pour parler des problèmes des Français. Nous n'attendons pas 2012 pour agir », a lancé Martine Aubry.

La question de la présidentielle était aussi dans de nombreuses têtes. Notamment celle de l'ancienne ministre du logement Marie-Noëlle Lienemann, qui a profité de ce déplacement pour faire part de ses doutes sur une candidature de Dominique Strauss-Kahn. « S'il se présente, il faudra qu'il y ait un vrai candidat de gauche en face de lui », a confié cette élue de la gauche du PS. ■